



Avril, Mai, Juin 2007

Dossier Spécial

EDUCATION AU DEVELOPPEMENT

ONG de tous les pays...

Unissez-vous ! ONG, écoles, syndicats, associations, artistes, étudiants... L'éducation au développement (du Sud comme du Nord), c'est l'affaire de tous. Mais l'Education au développement (appelons la "ED"), c'est quoi ? La Fucid, ONG de coopération au développement, pratique l'ED. Parce qu'elle pense que construire des puits, par exemple, ce n'est pas suffisant. L'acte de solidarité n'existe que s'il est associé à une sensibilisation, une information et une implication, afin de comprendre la pauvreté contre laquelle nous luttons. Pour agir sur les causes et non seulement sur les symptômes. Combattre l'incompréhension, l'inégalité, l'intolérance ou l'injustice nécessite d'abord un travail dans les têtes. Cela implique des engagements politiques fermes pour démonter les mécanismes qui rendent, par exemple, le commerce inéquitable ou la gouvernance mondiale favorable aux pays riches. À titre individuel, chacun ici doit se rendre compte que, s'il vit dans le confort, c'est aux dépens des populations du Sud.

B. Mo.

Ce dossier est tiré d'une synthèse d'AcODEV, sur le thème "Eduquer au développement et à la solidarité internationale" (www.acodev.be ou 02.219.88.55).

Sauver le monde ou le changer ?

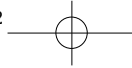
En un demi-siècle, l'Education au développement (ED) est passée d'une simple sensibilisation de nature caritative à un examen profond des mécanismes de pauvreté et des inégalités. Le concept est en pleine (r)évolution.

Au départ, une sensibilisation axée sur la charité

Les concepts de sous-développement et de Tiers-monde sont apparus après la deuxième guerre mondiale, lorsque s'achevaient les premiers processus de décolonisation. Les Etats occidentaux ont mis en place des organismes officiels d'aide au développement qui avaient pour objectif de concourir à la "modernisation". Les organisations non gouvernementales (ONG) à caractère humanitaire et les missions religieuses (actives depuis longtemps) ont intensifié leurs actions pour interpellier les populations du Nord en vue d'aider les gens du tiers-monde. Des images catastrophiques et misérabilistes des pays pauvres étaient alors largement utilisées et diffusées pour susciter de l'émotion et des sentiments caritatifs auprès de l'opinion publique des pays dits développés. Mais les appels à l'aide ne situaient pas les problèmes de pauvreté dans leur contexte et ne faisaient pas l'analyse des causes structurelles de celle-ci. On ne peut pas encore parler d'ED proprement dite.

Lorsqu'on commence à analyser les causes structurelles

A partir des années 60 et 70, certains pays du Sud connaissent des révolutions, des guerres civiles, ou des mouvements de "libération nationale" combattant soit des dictatures, soit des gouvernements démocratiques dont les décisions favorisaient les intérêts étrangers au détriment de ceux des populations locales. La plupart de ces mouvements soutenaient la thèse que la cause du sous-développement réside dans l'exploitation des pays pauvres par les pays riches. Des thèses d'experts en sciences sociales ont aussi mis en avant cette dépendance et ont commencé à exposer les causes structurelles de la pauvreté. L'ONU a reconnu cette dépendance comme un frein au développement lors de la déclaration sur le Nouvel Ordre Economique International qui dénonçait le système économique en vigueur, et soulignait l'importance, pour chaque pays, d'adopter le système économique et social qu'il jugerait le plus adéquat pour son propre développement et pour disposer de manière



souveraine de ses ressources naturelles. Une nouvelle génération d'ONG et d'organisations internationales a vu le jour. Pour toucher le public, les descriptions des situations de pauvreté des populations ont été substituées par des analyses sur les causes structurelles en mettant en exergue les responsabilités des pays riches.

La reconnaissance de l'ED

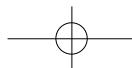
L'usage du concept d'"éducation au développement" se généralise. Il va recevoir ensuite une impulsion de l'UNESCO en 1974 dans une recommandation qui insistait auprès des états membres pour qu'ils promeuvent une éducation sur les questions mondiales. Dans les années 80, le développement a été essentiellement conçu de deux autres façons. Le premier modèle prônait la compétition et la libéralisation des marchés pour favoriser la croissance économique et accroître ainsi les richesses d'un pays. Le deuxième modèle mettait en avant les avantages du conflit social, et visait à ce qu'on accorde aux mouvements sociaux ou à des groupes sociaux la possibilité de s'exprimer et de confronter l'Etat à ses dysfonctionnements. Dans ce sens, il fallait favoriser la démocratie et démonter les dictatures pour favoriser le développement. Tous les pays ont été encouragés à libéraliser leurs marchés, privatiser des secteurs de leur économie, diminuer les taxes douanières ou les supprimer pour faire jouer la concurrence et donc accroître les richesses qui entraient dans le pays. Parallèlement, des revendications de groupes marginalisés ou minoritaires s'intensifiaient dans différents pays : les femmes, les jeunes, les pacifistes, les noirs, etc. Ces revendications vont alimenter le contenu de l'ED.

L'essor de l'ED dans un contexte de mondialisation

L'instauration généralisée du modèle néolibéral et la mondialisation économique (issus de la compétition) n'ont pas concrétisé les promesses de développement que leurs défenseurs ont annoncées. Au contraire, ce processus a plutôt creusé le fossé entre pays et à l'intérieur des pays, et provoque des ravages sociaux et environnementaux. Les mécanismes économiques mis en place tendaient à homogénéiser les modes de vie et de pensée et en réaction à cela, certains groupes ont commencé à revendiquer (quelquefois de manière violente) leurs identités et particularités pour se protéger de la tendance générale. Suite à ce constat, le développement commence à être envisagé dans les années 90 de manière plus complète, en considérant d'autres facteurs que le seul aspect économique. Jusque là, le développement était mesuré par le Produit Intérieur Brut (PIB); désormais une nouvelle façon est proposée: l'indice de développement humain (IDH) qui, à travers des paramètres déterminés, essaie de mesurer l'impact réel des facteurs économiques sur la vie des gens. En réaction à ce monde que l'on dit désormais globalisé (parce que tout est connecté), des organisations, des syndicats et des groupes sociaux s'articulent afin d'élaborer des stratégies alternatives au modèle imposé. Ces différents réseaux vont petit à petit consolider un mouvement altermondialiste mondial qui sera particulièrement visible, médiatiquement, et qui impulsera l'organisation du premier Forum social mondial à Porto Alegre. Bien que composé de milliers d'acteurs d'horizons idéologiques différents, tous convergent vers une dénonciation du néolibéralisme et une demande démocratique basée sur la participation et le contrôle citoyen (Teotonio Pereira, 1995). Toute cette évolution aura des répercussions sur les contenus de l'ED et les méthodes employées. L'ED met désormais en avant deux idées forces :

- On peut interagir sur des problèmes communs au Nord et au Sud, même s'ils ne se présentent pas de la même façon. Il ne s'agit plus de charité pour les autres, mais d'agir pour soi et les autres de manière responsable.
- Pour interagir il faut créer des réseaux ; désormais le Sud devient aussi acteur en ED et le partenariat prend de l'importance (Henriques, 1995).

L'ED entre dans le champ politique !



LES ACTEURS

Les ONG. Actives depuis les années 50, les Organisations Non Gouvernementales sont les pionnières. Souvent financées par les Etats, elles décident elles-mêmes de leurs actions.

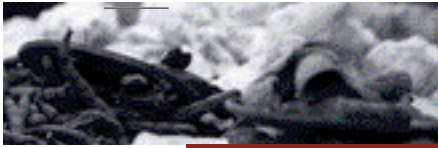
Les pouvoirs publics. L'exemple d'"Annoncer la couleur", organe public, montre que l'Etat peut jouer un rôle dans l'ED.

L'école. Les missions de l'école (Décret-missions 1997) impliquent notamment de "préparer tous les élèves à être des citoyens responsables, capables de contribuer au développement d'une société démocratique, solidaire, pluraliste et ouverte aux autres cultures".

Les mouvements de jeunes. Les jeunes manifestent aujourd'hui un intérêt accru pour des problèmes mondiaux et développent des actions de solidarité internationale. Citons l'exemple de certains kots à projets, dans les universités.

Les syndicats. Les syndicats sont devenus des acteurs de l'ED dans la mesure où ils marquent un intérêt croissant pour la mondialisation. Il y a lieu de mettre en lumière l'interdépendance des conditions ouvrières au Sud et au Nord, d'éduquer aux remèdes du mauvais développement universel.

Art et culture. Le théâtre, les expositions, les concerts et bien d'autres formes d'art peuvent permettre de sensibiliser. Attention à ne pas tomber dans les stéréotypes.



Ce que l'ED peut apporter

Une compréhension du monde

- Aborder le monde de façon systémique, complexe et interdisciplinaire
Il s'agit notamment d'apporter des réponses à l'éternelle question: "Dans quel monde vivons-nous?" Une question que d'aucuns se posent à l'écoute des nouvelles qui, dans les médias, peuvent paraître sans lien.
- Déconstruire des stéréotypes Nord-Sud
Il s'agit notamment de décoder les images que nous transmettent les médias et surtout d'accepter que le mode de pensée occidental ne soit pas le modèle culturel supérieur.
- Combattre la xénophobie et le racisme
Quand les stéréotypes négatifs prennent le dessus, la peur de l'autre et le racisme apparaissent.
- Défendre les droits humains
L'ED détaille et explique concrètement les droits de l'homme et la dignité humaine au sens large notamment en remettant en question les inégalités structurelles.
- Promouvoir l'approche genre (équité homme-femme)
L'ED promet des attitudes favorables à un monde où hommes et femmes partagent équitablement pouvoir et responsabilités.
- Impulser un développement humain et durable
Dans une approche aussi bien sociétale et économique qu'écologique, le concept de "développement durable" considère le développement comme une réponse aux besoins des populations d'aujourd'hui sans compromettre les ressources nécessaires aux générations suivantes.
- Lutter contre la violence et la guerre
Construire la paix implique de reconnaître le caractère inévitable et la valeur positive du conflit. L'ED aborde la manière de le gérer afin qu'il ne transforme pas en violence.
- Développer le sens critique dans nos sociétés de consommation
Tout nous pousse à acheter. Pas toujours pour notre bien être. Notre consommation met en péril l'environnement et crée des conditions de travail inhumaines dans le Sud. L'ED invite à des choix réfléchis, citoyens.

Un système de valeurs

- La solidarité et la coopération
- Le respect d'autrui
- La citoyenneté

Un processus et des méthodes

- L'ED propose un continuum éducatif qui se décompose généralement en quatre phases:
- sensibilisation
 - conscientisation

Limites et défis

Financement. Les réformes sont incessantes. Or, l'ED a besoin de stabilité pour permettre un travail de fond et à long terme. De plus, les moyens demeurent limités et éparpillés.

Valorisation. L'ED est parfois considérée par les instances politiques comme une activité aux résultats invisibles, dont les dépenses sont perçues comme des gaspillages au détriment des bénéficiaires du Sud.

Gestion. Les méthodes de gestion imposées par les financeurs ne sont pas toujours adaptées. Les résultats sont mesurés sur une période limitée, alors que l'ED connaît des processus longs dont les effets ne peuvent pas toujours être évalués à très court terme.

Cohérence. Un seul exemple: il est paradoxal de cofinancer des actions de sensibilisation ou de plaidoyer en faveur d'une politique agricole plus équitable et de continuer en même temps à subventionner massivement des producteurs du Nord dont les produits inondent des marchés du Sud au détriment des petits producteurs locaux.

EN BELGIQUE: reconnue depuis 1991. C'est seulement en 1991 que l'ED est reconnue à part entière dans la loi belge. Les ONG sont dès lors financées et réglementées spécifiquement pour ce secteur activité.



EN BREF: L'éducation au développement, c'est quoi ?

Référentiel sur l'éducation au développement (ACODEV, 2004)

Finalité. Face à l'inégale répartition des richesses dans le monde, en particulier entre le Nord et le Sud, l'éducation au développement est un processus qui vise à provoquer des changements de valeurs et d'attitudes sur les plans individuel et collectif en vue d'un monde plus juste, dans lequel ressources et pouvoir sont équitablement répartis dans le respect de la dignité humaine.

Objectifs généraux. L'ED est une démarche éducative qui se donne pour missions de :

- faciliter une compréhension globale des enjeux du développement et des mécanismes d'exploitation injustes qui engendrent des relations inégalitaires entre le Nord et le Sud ;
- faciliter la compréhension des interdépendances entre les sociétés du Nord et du Sud ;
- accompagner l'acquisition d'un regard conscient et critique de la réalité, tant au niveau des relations microsociales qu'au niveau macro ;
- favoriser un meilleur dialogue entre les citoyens à travers une approche interculturelle basée sur le respect mutuel et l'égalité ;
- promouvoir des valeurs, attitudes et aptitudes liées à la solidarité ;
- susciter et de renforcer la capacité des citoyens à se mobiliser dans des actions collectives de solidarité de type social, politique ou de sensibilisation, en vue de jeter les bases d'un monde plus juste et plus équitable.

Stratégie éducative. L'éducation au développement est un processus éducatif global dont la dimension Nord/Sud est un élément constitutif déterminant. Elle se réalise tant au Sud qu'au Nord, en s'appuyant sur une collaboration entre les acteurs du Sud et du Nord. Elle se veut une éducation dynamique, ouverte à la participation active, créative, pluraliste, orientée vers l'action et le changement social.

C'est un processus de sensibilisation sociale et de **formation des citoyens** capable de :

- déconstruire les stéréotypes Nord-Sud
- défendre les droits humains
- impulser un développement humain et durable
- stimuler la solidarité et la participation sociale
- combattre la xénophobie et le racisme
- lutter contre la violence et la guerre
- promouvoir l'approche genre (égalité homme-femme)

C'est un **acte pédagogique** qui implique la construction de situations d'apprentissage permettant à des publics diversifiés de comprendre, de dialoguer et d'agir. Il favorise :

- des démarches participatives, actives et interactives
- des approches facilitant l'analyse de la complexité du développement
- l'émergence des représentations mentales des publics visés (avec un travail spécifique sur les images et préjugés face à l'autre différent)
- une pédagogie adaptée à la diversité des publics
- des méthodes d'évaluation formatives et participatives
- des apprentissages en termes de savoir, de savoir-faire et de savoir-être

La concrétisation de ces principes pédagogiques se réalise à travers une multitude d'**actions** qui peuvent se regrouper autour de cinq grands pôles :

- des actions de sensibilisation
- des actions de conscientisation
- des actions de lobby ou de plaidoyer
- des actions de mobilisation
- des actions de recherche-action

C'est un **acte politique** qui constitue une composante essentielle de l'éducation à la citoyenneté. Il se décline, notamment, en favorisant un travail de synergies et d'alliances avec des groupes, associations, collectifs, réseaux diversifiés tant au Nord qu'au Sud.